

Kondigen Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 januari 2024.

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor
Welzijn en Gezondheid,
E. VAN DEN BRANDT

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor
Welzijn en Gezondheid,
A. MARON

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen,
Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,
S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen,
Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,
B. CLERFAYT

Nota

Document van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

Gewone zitting 2023-2024

B-164/1 Ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie

B-164/2 Huishoudelijk reglement van de interparlementaire commissie

B-164/3 Verslag

B-164/4 Amendementen na verslag

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 12 januari 2024

Promulguons Le présent décret et ordonnance conjoints, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Le Membre du Collège réuni, en charge de l'Action sociale
et de la Santé,
E. VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni, en charge de l'Action sociale
et de la Santé,
A. MARON

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
B. CLERFAYT

Note

Document de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune:

Session ordinaire 2023-2024

B-164/1 Projet de décret et ordonnance conjoints

B-164/2 Règlement d'ordre intérieur de la commission interparlementaire

B-164/3 Rapport

B-164/4 Amendements après rapport

Compte rendu intégral:

Discussion et adoption: séance du vendredi 12 janvier 2024

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/001474]

1^{er} FEVRIER 2024. — Décret et ordonnance conjoints de la Commission communautaire française, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatifs à la transition numérique des autorités publiques

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret et ordonnance conjoints règle une matière visée aux articles 39, 135 et 135bis de la Constitution, ainsi qu'aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° autorités publiques : les entités visées à l'article 3 ;

2° autorités administratives : les autorités administratives au sens de l'article 14 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et de la jurisprudence y relative ;

3° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

4° Collège réuni : le Collège réuni de la Commission communautaire commune ;

5° Collège : le Collège de la Commission communautaire française ;

6° instance chargée de la simplification administrative : le service du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou l'organisme d'intérêt public désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la simplification administrative en Région de Bruxelles-Capitale ;

7° instance chargée de la transition numérique : le service du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou l'organisme d'intérêt public désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition numérique en Région de Bruxelles-Capitale ;

8° usager : toute personne physique ou morale utilisant les services des autorités publiques ;

9° procédure administrative : action ou ensemble d'actions qui aboutit à une décision ou à un service de la part d'une autorité publique et qui doit être accompli par les usagers auprès des autorités publiques, mais qui ne peut concerner des données concernant la santé visées à l'article 26, 14°, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

10° communication : tout échange d'information ou de données entre une autorité publique et un usager ou entre les autorités publiques, à l'exclusion des données concernant la santé visées à l'article 26, 14°, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

11° formulaire : tout échange d'informations ou de données, de manière structurée, via un document, quel que soit le support, utilisé dans le cadre d'une procédure administrative ;

12° en ligne : échange de données ou d'informations, effectué au moyen d'équipements électroniques de traitement (y compris la compression numérique) et de stockage de données, qui est entièrement transmis, acheminé et reçu par fils, radio, moyens optiques ou autres moyens électromagnétiques ;

13° guichet électronique : site regroupant les démarches en ligne, soit propre à l'institution et approuvé par le Gouvernement, le Collège ou le Collège réuni en fonction de l'autorité dont relève l'institution concernée, soit via le guichet électronique régional développé par l'instance chargée de la transition numérique ;

14° sources authentiques : banque de données visée à l'article 2, 7°, de l'ordonnance du 8 mai 2014 portant création et organisation d'un intégrateur de services régional ;

15° loi eBox : la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox ;

16° eBox : le service visé à l'article 2, 3°, de la loi eBox.

Art. 3. Le présent décret et ordonnance conjoints et ses arrêtés d'exécution sont d'application aux autorités publiques.

Pour l'application du présent décret et ordonnance conjoints et de ses arrêtés d'exécution, on entend par autorités publiques :

1° les autorités administratives et organes consultatifs dépendant de la Région Bruxelles-Capitale ;

2° les services dépendant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

3° les services dépendant du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

4° les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région de Bruxelles-Capitale ;

5° les autorités administratives qui exercent les compétences dévolues à l'Agglomération bruxelloise ;

6° les autorités administratives communales et les organes consultatifs communaux ;

7° les intercommunales régionales et interrégionales soumises à la tutelle administrative de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que leurs filiales, les ASBL communales et pluricommunales et les régies communales autonomes, visées par l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

8° les autorités administratives dépendant de la Commission communautaire commune ;

9° les services dépendant du Collège réuni de la Commission communautaire commune ;

10° les services dépendant de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ;

11° les services dépendant du Collège de la Commission communautaire française ;

12° les centres publics d'action sociale ;

13° les associations visées aux chapitres XII et XIIbis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

14° les autorités administratives dépendant de la Commission communautaire française ;

15° les services dépendant de l'Assemblée de la Commission communautaire française ;

16° toute autre personne morale de droit public créée par ordonnance ou par les autorités publiques mentionnées aux points 1° à 15°.

CHAPITRE II. — *Bruxelles numérique*

Art. 4. § 1^{er}. Toute procédure administrative est intégralement disponible en ligne au bénéfice des usagers au sein d'un guichet électronique.

§ 2. Une procédure est dite « intégralement disponible en ligne » lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

1° l'identification des usagers, la fourniture d'informations et de justificatifs, la signature et la validation définitive peuvent être effectuées par voie électronique à distance, par l'intermédiaire d'une chaîne de services qui permet aux usagers de respecter de façon simple et structurée les exigences de la procédure ;

2° les usagers reçoivent un accusé de réception automatique, à moins que le résultat de la procédure soit communiqué immédiatement ;

3° le résultat de la procédure est communiqué par voie électronique, à moins que le résultat de la procédure doive se concrétiser par l'obtention d'un élément matériel ;

4° les usagers reçoivent une notification électronique d'achèvement de la procédure.

§ 3. Le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni peuvent définir, par arrêté d'exécution conjoint, les modalités de réalisation et techniques supplémentaires pour que la procédure soit considérée comme intégralement disponible en ligne et offre les garanties de sécurité juridique et techniques.

Art. 5. § 1^{er}. Les autorités publiques garantissent aux usagers le droit de communiquer avec elles en ligne via les canaux prévus à cet effet.

Toute exigence de forme légale ou réglementaire requise à l'occasion d'une communication est réputée satisfaite lorsque les qualités fonctionnelles de cette exigence ont été préservées en ligne.

Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires en vigueur, une communication en ligne produit les mêmes effets juridiques que les communications sur un support non numérique.

§ 2. Pour les personnes physiques, les communications en ligne visées au paragraphe 1^{er} ne produisent d'effets juridiques que moyennant leur consentement préalable pour le canal visé.

Les autorités publiques établissent les modalités d'obtention de ce consentement, sur la base de la réglementation applicable et des contraintes liées aux communications concernées par le consentement.

Le consentement visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est libre, éclairé, spécifique et univoque.

§ 3. Les autorités publiques informent la personne physique de la possibilité de retirer son consentement à recourir aux communications en ligne du canal visé à tout moment de la communication.

Les autorités publiques informent la personne physique des modalités spécifiques selon lesquelles ce retrait d'accord peut être réalisé pour le canal visé.

Le retrait de la communication en ligne peut s'effectuer par une voie non numérique.

§ 4. Le retrait du consentement ne compromet pas la validité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait. La personne physique en est informée avant de donner son consentement.

Dès réception du retrait du consentement, la communication se poursuit via d'autres moyens de communication.

La voie postale doit à tout le moins être proposée aux usagers.

Art. 6. Toute communication entre les autorités publiques en vertu d'une disposition légale ou réglementaire s'effectue en ligne, sauf cas de force majeure.

Art. 7. Les autorités publiques informent les usagers des canaux appropriés à la communication en ligne.

Art. 8. § 1^{er}. Les autorités publiques garantissent aux usagers le droit de recevoir via l'eBox toute communication ayant date certaine ou ayant valeur d'un envoi recommandé.

§ 2. En application de l'article 12 de la loi eBox, les autorités publiques peuvent utiliser l'eBox.

Pour offrir et gérer l'eBox, les autorités publiques prennent les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, visées à l'article 4 de la loi eBox.

Les informations mises à disposition concernant les moments auxquels les erreurs de système de l'eBox empêchent l'envoi et la réception permettent de prouver ces faits et peuvent être invoquées afin de prouver la force majeure.

Les autorités publiques qui communiquent via l'eBox peuvent utiliser les données visées à l'article 8 de la loi eBox, avec l'accord exprès et préalable de la personne, et le numéro d'identification des personnes physiques inscrites au Registre national, seulement à des fins d'identification et d'authentification de la personne physique et à des fins de communication avec la personne physique.

Les autorités publiques informent au préalable les destinataires des procédures à suivre et des effets juridiques de l'échange électronique de messages via l'eBox. Les personnes physiques doivent avoir expressément consenti au préalable à l'échange électronique de messages via l'eBox et peuvent retirer ce consentement à tout moment.

Pour le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'utilisation et de la gestion de l'eBox, les autorités publiques sont les responsables du traitement tel que définis par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni définissent respectivement pour leurs autorités publiques les autres communications des autorités publiques qui sont rendues disponibles via l'eBox.

Art. 9. Les autorités publiques prennent toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour veiller à la sécurité, la confidentialité, l'authenticité et l'intégrité des données échangées lors de la communication en ligne.

Art. 10. § 1^{er}. Les formulaires électroniques et leurs annexes ont les mêmes effets juridiques que les formulaires papier.

§ 2. L'obligation d'inscrire la mention « lu et approuvé » ou toute autre mention manuscrite prescrite par la législation ou la réglementation est réputée respectée par l'insertion électronique de ladite mention.

Art. 11. § 1^{er}. Toute procédure administrative et toute communication respectent l'obligation d'un envoi en plusieurs exemplaires prescrite par la législation ou la réglementation en vigueur.

§ 2. Sans préjudice des obligations de publicité active qui s'imposent à toute correspondance d'une autorité administrative en vertu de l'article 8 du décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, toute procédure administrative et toute communication respectent l'obligation de communication d'un accusé de réception.

Les autorités publiques veillent à utiliser un mode de communication adéquat et sécurisé pour la communication de l'accusé de réception, étant donné qu'il contient des données à caractère personnel relatives au détail de la demande de l'utilisateur.

§ 3. Les autorités publiques mettent en place ou utilisent, au profit des usagers, un mécanisme d'authentification ou un mécanisme de signature électronique sécurisé en ligne.

L'utilisation de schémas d'identification électronique peut être imposée par les autorités publiques dans le cadre des procédures administratives en ligne, des communications en ligne ou du remplissage de formulaires.

§ 4. Lorsqu'une communication doit être signée pour produire les effets juridiques prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables et que la nature de la communication ne s'y oppose pas, cette exigence peut être remplie par une procédure électronique.

Art. 12. § 1^{er}. La date et l'heure auxquelles une communication est considérée comme étant envoyée par voie électronique par une autorité publique correspond au moment où le message a quitté le système de traitement de données contrôlé par l'institution concernée ou, si l'autorité publique et le destinataire utilisent le même système de traitement des données, au moment où la communication est accessible pour le destinataire.

§ 2. La date et l'heure auxquelles une communication est considérée comme étant reçue par voie électronique par l'autorité publique concernée correspond au moment où la communication a atteint le système de traitement de données contrôlé par cette autorité publique.

CHAPITRE III. — *Bruxelles inclusive*

Art. 13. § 1^{er}. Les autorités publiques garantissent l'inclusivité à tout usager, a minima par les mesures suivantes :

- 1° un soutien à la réalisation en ligne de toute procédure administrative ou de toute communication ;
- 2° la mise en place ou le maintien d'une alternative à toute procédure administrative ou à toute communication en ligne.

A minima, les autorités publiques doivent prévoir pour les usagers un accueil physique, un service téléphonique et un contact par voie postale. Des mesures alternatives peuvent être mises en place pour autant qu'elles garantissent à l'utilisateur concerné un niveau de service au minimum équivalent aux mesures précitées.

Les autorités publiques garantissent aux usagers un accès adéquat aux services qu'elles leur destinent et des horaires d'ouverture adaptés aux missions et au public.

Elles veillent à assurer la publicité de ces modalités.

L'autorité publique peut ne pas appliquer l'obligation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, aux démarches administratives menées dans un cadre professionnel.

§ 2. Les autorités publiques garantissent l'accessibilité à tout usager, a minima par les mesures suivantes :

1^o l'utilisation de solutions technologiques rendant toute procédure administrative ou toute communication en ligne accessibles aux personnes en situation de handicap ;

2^o un soutien à la réalisation en ligne de toute procédure administrative ou de toute communication ;

3^o la mise en place ou le maintien d'une alternative à toute procédure administrative ou à toute communication en ligne.

A minima, les autorités publiques doivent prévoir pour les usagers un accueil physique, un service téléphonique et un contact par voie postale. Des mesures alternatives peuvent être mises en place pour autant qu'elles garantissent à l'utilisateur concerné un niveau de service au minimum équivalent aux mesures précitées.

Les autorités publiques garantissent aux usagers un accès adéquat aux services qu'elles leur destinent et des horaires d'ouverture adaptés aux missions et au public.

Elles veillent à assurer la publicité de ces modalités.

§ 3. Le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni peuvent définir, par arrêté d'exécution conjoint, les modalités complémentaires d'exécution des mesures visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 4. L'autorité publique concernée soumet pour avis les mesures visées aux paragraphes 1^{er} et 2 à l'instance chargée de la transition numérique.

§ 5. L'instance chargée de la transition numérique transmet un avis au plus tard dix jours ouvrables après réception de la demande de l'autorité publique concernée et le publie sur son site internet.

§ 6. Dans le cas d'une demande d'avis portant sur l'application des mesures visées au paragraphe 2, l'instance chargée de la transition numérique en informe l'organe chargé du contrôle des dispositions de l'ordonnance du 4 octobre 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes publics régionaux et des communes.

§ 7. Le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni peuvent respectivement définir une date pour imposer l'exécution des mesures visées aux paragraphes 1^{er} et 2 dans les réglementations et procédures administratives existantes, sans que ce délai puisse dépasser le délai visé à l'article 20, alinéa 1^{er}.

§ 8. Les autorités publiques ne sont pas tenues de satisfaire aux exigences visées aux paragraphes 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2, alinéa 1^{er}, lorsque ces exigences ont pour effet d'imposer une charge disproportionnée aux autorités publiques. Dans ce cadre, l'autorité publique doit procéder à une évaluation préalable pour déterminer dans quelle mesure le respect des exigences visées aux paragraphes 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2, alinéa 1^{er}, impose une charge disproportionnée.

Les autorités publiques documentent l'évaluation préalable réalisée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. Les autorités publiques communiquent les mesures visées par l'article 13 sur internet et par d'autres canaux appropriés au public éloigné du numérique.

CHAPITRE IV. — *Collecte unique des données*

Art. 15. § 1^{er}. Les autorités publiques allègent les obligations administratives des usagers en leur garantissant que les données déjà disponibles dans une source authentique ne doivent plus être communiquées une nouvelle fois à une autorité publique et tendent à assimiler complètement les formulaires électroniques et les formulaires papier.

§ 2. Pour l'identification de personnes physiques, toutes les autorités publiques utilisent, dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales, le numéro du Registre national attribué en exécution de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ou le numéro d'identification de la Banque-carrefour attribué en exécution de l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit de données qui concernent une personne physique non reprise dans le Registre national.

§ 3. Pour l'identification de personnes morales, toutes les autorités publiques utilisent, pour l'exécution de leurs missions légales, le numéro d'entreprise attribué en exécution de l'article III.17 du Code de droit économique.

§ 4. Dans le cadre de l'accomplissement d'une obligation légale d'information, les usagers utilisent le numéro du Registre national attribué en exécution de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le numéro d'identification de la Banque-carrefour attribué en exécution de l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et le numéro d'entreprise attribué en exécution de l'article III.17 du Code de droit économique.

§ 5. Les données obtenues en application des dispositions relatives à la collecte unique de données ne peuvent être utilisées par les autorités publiques concernées que pour l'exécution de leurs missions légales.

Les données obtenues ne peuvent pas être communiquées à des tiers non autorisés.

§ 6. Outre les dispositions prévues à l'article 14 de l'ordonnance du 8 mai 2014 portant création et organisation d'un intégrateur de services régional, les autorités publiques collectent, le cas échéant après qu'elles ont obtenu à cette fin les autorisations nécessaires, les données électroniques disponibles qui sont offertes par l'intégrateur de services régional auprès de ce dernier.

Les autorités publiques ne recueillent plus les données dont elles disposent en exécution de l'alinéa 1^{er} auprès de l'intéressé ni de son mandataire ou de son représentant légal.

Les autorités publiques qui disposent d'un accès direct à une source authentique réutilisent les données issues de la source et ne peuvent plus les demander à l'intéressé ni à son mandataire ou à son représentant légal.

§ 7. Dès que l'intéressé, son mandataire ou son représentant légal constate qu'une autorité publique dispose de données incomplètes ou incorrectes, il communique, dans les meilleurs délais, les corrections ou compléments nécessaires aux autorités publiques ou à l'intégrateur de services régional.

§ 8. L'application des dispositions du présent article ne peut, en aucune hypothèse, nonobstant l'application des règles en vigueur en matière de prescription et d'interruption, donner lieu au non-recouvrement auprès des usagers de droits ou d'allocations indûment perçus qui sont basés sur des données incomplètes ou incorrectes ou au non-paiement par les usagers de montants dus qui sont basés sur des données incomplètes ou incorrectes.

CHAPITRE V. — *Simplification administrative*

Art. 16. § 1^{er}. Les autorités publiques visées à l'article 3 sollicitent l'avis de l'instance chargée de la simplification administrative sur tout projet de réglementation qui instaure, modifie ou abroge une procédure administrative.

§ 2. L'avis rendu par l'instance chargée de la simplification administrative porte sur la politique de la simplification administrative.

§ 3. L'avis mentionné au paragraphe 1^{er} ne doit pas être établi pour les projets de réglementation :

1° relatifs aux budgets, aux comptes, aux emprunts et aux opérations domaniales ;

2° portant assentiment aux accords et traités internationaux ;

3° portant assentiment aux accords de coopération et aux décrets ou ordonnances conjoints auxquels la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et/ou la Commission communautaire française sont parties ;

4° à caractère purement formel, dont les projets pour lesquels l'avis de la section de législation du Conseil d'État n'est pas à solliciter en application des articles 3, paragraphes 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 5 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

5° qui touchent à la sécurité nationale et à l'ordre public ;

6° pour lesquels l'avis de la section de législation du Conseil d'État est demandé en application de l'article 84, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, ou pour lesquels l'avis de la section de législation du Conseil d'État n'est pas demandé dans les cas d'urgence spécialement motivés, visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, des mêmes lois.

§ 4. Lorsque la demande d'avis porte sur les dispositions de l'ordonnance du 4 octobre 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes publics régionaux et des communes, l'instance chargée de la simplification administrative transmet l'avis mentionné au paragraphe 1^{er} à l'organe chargé du contrôle des dispositions de l'ordonnance précitée.

§ 5. Le Gouvernement, le Collège, le Collège réuni et les autorités publiques peuvent respectivement solliciter l'avis de l'instance chargée de la simplification administrative sur la législation ou la réglementation existante, ainsi que sur les procédures administratives existantes.

§ 6. L'instance chargée de la simplification administrative publie sur son site internet les avis remis aux autorités publiques.

Art. 17. § 1^{er}. Toute demande d'avis sollicitée en application de l'article 16 est communiquée sans délai par voie électronique à l'instance chargée de la simplification administrative.

§ 2. L'instance chargée de la simplification administrative rend son avis au demandeur d'avis concerné dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'instance chargée de la simplification administrative.

Art. 18. § 1^{er}. Les usagers signalent à l'instance chargée de la simplification administrative les autorités publiques qui ne respectent pas les chapitres I, II, III et IV du présent décret et ordonnance conjoints.

§ 2. L'instance chargée de la simplification administrative adresse, si nécessaire, des recommandations à l'autorité publique concernée par le signalement visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. L'instance chargée de la simplification administrative informe les usagers visés au paragraphe 1^{er} des suites qui ont été données au signalement.

§ 4. Lorsque le signalement porte sur les dispositions de l'ordonnance du 4 octobre 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes publics régionaux et des communes, l'instance chargée de la simplification administrative transmet les recommandations à l'organe chargé du contrôle des dispositions de l'ordonnance précitée.

§ 5. Le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni déterminent conjointement la procédure de signalement visée au paragraphe 1^{er}.

§ 6. L'instance chargée de la simplification administrative publie trimestriellement sur sa page internet les éléments visés aux paragraphes 1^{er} à 4.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 19. Sont abrogées :

1° l'ordonnance du 13 février 2014 relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° l'ordonnance du 17 juillet 2020 garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 20. Les procédures administratives existantes au sein des autorités publiques au jour de l'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints sont rendues intégralement disponibles en ligne dans un délai de soixante mois à partir de l'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni peuvent imposer, pour les autorités publiques pour lesquelles ils sont respectivement compétents, une période transitoire plus courte pour les procédures administratives existantes qu'ils désignent à cet effet.

Art. 21. Les procédures administratives créées après l'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints sont rendues intégralement disponibles en ligne dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints.

Art. 22. Dans les soixante mois de l'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints, le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni peuvent respectivement adapter par arrêté les dispositions des décrets et ordonnances qui imposent expressément ou implicitement une communication afin de les conformer aux obligations du présent texte.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa 1^{er} sont abrogés lorsqu'ils n'ont pas été confirmés par un décret ou une ordonnance dans les vingt-quatre mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Gouvernement, le Collège et le Collège réuni définissent par arrêté pour les autorités publiques visées à l'article 3, 7°, 9°, 15° et 16°, qui relèvent de leurs compétences respectives, la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret et ordonnance conjoints.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les dispositions du présent décret et ordonnance conjoints entrent en vigueur à la date prévue à l'article 20, alinéa 1^{er}, pour les autorités publiques visées à l'article 3, 7°, 9°, 15° et 16°.

Les arrêtés adoptés en exécution de l'alinéa 1^{er} mentionnent :

- 1° l'autorité ou les autorités publique(s) visée(s) ;
- 2° la date d'entrée en vigueur du présent décret et ordonnance conjoints pour chacune des autorités publiques mentionnées en application du 1° ;
- 3° le cas échéant, les procédures administratives intégralement disponibles en ligne des autorités publiques mentionnées en application du 1° qui sont effectivement soumises aux dispositions du présent décret et ordonnance conjoints.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} février 2024.

Le Ministre-Présidente du Collège, en charge de la Promotion de la Santé,
des Familles, du Budget et de la Fonction publique,

B. TRACHTE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2024/001474]

1 FEBRUARI 2024. — Gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de digitale transitie van de overheidsinstanties

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikelen 39, 135 en 135bis van de Grondwet en in artikelen 127 en 128 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, wordt verstaan onder:

- 1° overheidsinstanties: de entiteiten bedoeld in artikel 3;
- 2° administratieve overheden: de administratieve overheden in de zin van artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en van de erop betrekking hebbende rechtspraak;
- 3° Regering: de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- 4° Verenigd College: het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 5° College: het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 6° instantie belast met de administratieve vereenvoudiging: de dienst van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen instelling van openbaar nut belast met de administratieve vereenvoudiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 7° instantie belast met de digitale transitie: de dienst van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen instelling van openbaar nut belast met de digitale transitie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 8° gebruiker: elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon die gebruikmaakt van de diensten van de overheidsinstanties;
- 9° administratieve procedure: handeling of geheel van handelingen die leidt tot een besluit of een dienst van een overheidsinstantie en die door gebruikers van een overheidsinstantie moet worden uitgevoerd maar die geen betrekking mag hebben op gezondheidsgegevens als bedoeld in artikel 26, 14°, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;
- 10° communicatie: elke uitwisseling van informatie of gegevens tussen een overheidsinstantie en een gebruiker of tussen de overheidsinstanties met uitzondering van de gezondheidsgegevens als bedoeld in artikel 26, 14°, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;
- 11° formulier: elke uitwisseling van informatie of gegevens, op gestructureerde wijze, via een document, ongeacht de drager, dat wordt gebruikt in het kader van een administratieve procedure;
- 12° online: uitwisseling van gegevens of informatie, door middel van elektronische apparatuur voor verwerking (met inbegrip van digitale compressie) en opslag van gegevens, die wordt verspreid, overgebracht en ontvangen via bedrading, radio, optische middelen of andere elektromagnetische middelen;

13° elektronisch loket: een website die de procedures online groepeerd, hetzij van de instelling zelf en goedgekeurd door de Regering, het College of het Verenigd College in functie van de overheid waaronder de desbetreffende instelling valt, hetzij via het gewestelijke elektronisch loket ontwikkeld door de instantie belast met de digitale transitie;

14° authentieke bronnen: gegevensbank bedoeld in artikel 2, 7°, van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator;

15° eBox-wet: de wet van 27 februari 2019 inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox;

16° eBox: de dienst bedoeld in artikel 2, 3°, van de eBox-wet.

Art. 3. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie en zijn uitvoeringsbesluiten zijn van toepassing op de overheidsinstanties.

Voor de toepassing van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, wordt verstaan onder overheidsinstanties:

1° de administratieve overheden en adviesorganen die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° de diensten die afhangen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

3° de diensten die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement;

4° de rechtspersonen van openbaar recht die rechtstreeks of onrechtstreeks afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5° de administratieve overheden die competenties uitoefenen die aan de Brusselse Agglomeratie zijn voorbehouden;

6° de gemeentelijke administratieve overheden en de gemeentelijke adviesorganen;

7° de gewestelijke en gewestgrensoverschrijdende intercommunales die onderworpen zijn aan het administratieve toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest evenals hun filialen, de gemeentelijke en meergemeentelijke vzw's en de autonome gemeentebedrijven bedoeld in de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

8° de administratieve overheden die afhangen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

9° de diensten die afhangen van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

10° de diensten die afhangen van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

11° de diensten die afhangen van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

12° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

13° de verenigingen bedoeld in hoofdstukken XII en XIIbis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

14° de administratieve overheden die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie;

15° de diensten die afhangen van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

16° elke andere rechtspersoon van openbaar recht die is opgericht bij ordonnantie of door de onder 1° tot en met 15° vermelde verenigingen.

HOOFDSTUK II. — *Digitaal Brussel*

Art. 4. § 1. Iedere administratieve procedure is volledig online beschikbaar voor de gebruikers via een elektronisch loket.

§ 2. Een procedure wordt “volledig online beschikbaar” genoemd wanneer deze aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° de identificatie van de gebruikers, de verschaffing van informatie en bewijsmiddelen, de ondertekening en de definitieve bevestiging kunnen via elektronische weg op afstand worden uitgevoerd, door middel van een dienstenketen die de gebruikers in staat stelt om op een eenvoudige en gestructureerde manier de vereisten van de procedure na te leven;

2° de gebruikers ontvangen een automatisch ontvangstbewijs tenzij het resultaat van de procedure onmiddellijk wordt meegedeeld;

3° het resultaat van de procedure wordt meegedeeld via elektronische weg tenzij het resultaat van de procedure een concrete vorm moet aannemen door het verkrijgen van een materieel element;

4° de gebruikers ontvangen een elektronisch bericht dat de procedure voltooid is.

§ 3. De Regering, het College en het Verenigd College kunnen, via een gezamenlijk uitvoeringsbesluit de bijkomende verwezenlijkings- en technische modaliteiten vaststellen om ervoor te zorgen dat de procedure als volledig online beschikbaar beschouwd wordt en de juridische en technische veiligheids garanties biedt.

Art. 5. § 1. De overheidsinstanties vrijwaren het recht van de gebruikers om online met hen via de daartoe voorziene kanalen te communiceren.

Aan elke wettelijke of reglementaire vormvereiste die in verband met communicatie is vereist, wordt geacht online te zijn voldaan, wanneer de functionele kwaliteiten van dat voorschrift online behouden zijn gebleven.

Onverminderd de van kracht zijnde wettelijke of reglementaire bepalingen heeft een online communicatie dezelfde wettelijke gevolgen als de communicatie op een niet-digitale drager.

§ 2. Voor natuurlijke personen heeft de communicatie online zoals bedoeld in paragraaf 1 enkel rechtsgevolgen mits hun voorafgaande eenduidige toestemming voor het bedoelde kanaal.

De overheidsinstanties stellen de modaliteiten vast voor het verkrijgen van deze toestemming, op basis van de toepasselijke regelgeving en de beperkingen in verband met de communicatie waarop de toestemming betrekking heeft.

De in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde toestemming is vrij, geïnformeerd, specifiek en ondubbelzinnig.

§ 3. De overheidsinstanties wijzen de natuurlijke persoon op de mogelijkheid om zijn toestemming voor het bedoelde kanaal voor het gebruik van online communicatie te allen tijde tijdens de communicatie in te trekken.

De overheidsinstanties wijzen de natuurlijke persoon op de specifieke modaliteiten waarmee dit akkoord ingetrokken kan worden voor het bedoelde kanaal.

De intrekking van de online communicatie kan via een niet-digitale weg gebeuren.

§ 4. De intrekking van de toestemming brengt de geldigheid van de verwerking die gebaseerd is op de toestemming die voor de intrekking werd gegeven, niet in het gedrang. De natuurlijke persoon wordt hierover ingelicht vooraleer hij zijn toestemming geeft.

Na ontvangst van de intrekking van de toestemming van de gebruiker wordt de communicatie via andere communicatiemiddelen voortgezet.

De verzending met de post kan op zijn minst aan de gebruikers worden voorgesteld.

Art. 6. Elke communicatie tussen overheidsinstanties in het kader van een wettelijke of reglementaire bepaling vindt online plaats, behoudens overmacht.

Art. 7. De overheidsinstanties lichten de gebruikers in over de geschikte kanalen om online te communiceren.

Art. 8. § 1. De overheidsinstanties vrijwaren het recht van de gebruikers om via eBox alle communicatie te ontvangen met een vaste datum of die de waarde van een aangetekende zending heeft.

§ 2. In toepassing van artikel 12 van de eBox-wet kunnen de overheidsinstanties de eBox gebruiken.

Om de eBox aan te bieden en te beheren, nemen de overheidsinstanties de in artikel 4 van de eBox-wet bedoelde passende technische en organisatorische maatregelen om een aan het risico aangepast veiligheidsniveau te garanderen.

De informatie die ter beschikking wordt gesteld in verband met de momenten waarop systeemfouten van de eBox het verzenden en het ontvangen verhinderen, maakt het mogelijk deze feiten te bewijzen en kunnen aangevoerd worden om overmacht te bewijzen.

De overheidsinstanties die communiceren of een procedure uitvoeren via de eBox mogen de gegevens bedoeld in artikel 8 van de eBox-wet met de uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming van de persoon, en het identificatienummer van de in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke personen, alleen gebruiken voor de identificatie en authenticatie van de natuurlijke persoon en voor de communicatie met de natuurlijke persoon.

De overheidsinstanties lichten de bestemmingen vooraf in over de te volgen procedures en de juridische gevolgen van de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox. Natuurlijke personen moeten vooraf uitdrukkelijk ingestemd hebben met de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox en kunnen op elk ogenblik deze toestemming intrekken.

Voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van het gebruik en van het beheer van de eBox, zijn de overheidsinstanties de verantwoordelijken van de verwerking zoals omschreven in de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De Regering, het College en het Verenigd College bepalen respectievelijk voor hun overheidsinstanties de overige communicatie van de overheidsinstanties die via de eBox beschikbaar wordt gesteld.

Art. 9. De overheidsinstanties nemen alle nodige technische en organisatorische maatregelen om de veiligheid, vertrouwelijkheid, authenticiteit en integriteit van de tijdens de online communicatie uitgewisselde gegevens te garanderen.

Art. 10. § 1. Elektronische formulieren en hun bijlagen hebben dezelfde rechtsgevolgen als papieren formulieren.

§ 2. De vereiste om de melding “gelezen en goedgekeurd” of elke andere door de wetgeving of de reglementering verplichte met de hand geschreven melding aan te brengen, wordt geacht vervuld te zijn door middel van het elektronisch aanbrengen van de melding.

Art. 11. § 1. Bij alle administratieve procedures en communicatie wordt de door de geldende wetgeving of regelgeving voorgeschreven verplichting nageleefd om meerdere exemplaren te verzenden.

§ 2. Onverminderd de verplichtingen van actieve publiciteit die opgelegd worden aan elke correspondentie van een administratieve overheid krachtens artikel 8 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen leeft elke administratieve procedure en elke communicatie de verplichting na tot het meedelen van een ontvangstbewijs.

De overheidsinstanties waken erover een passende en beveiligde communicatiewijze te gebruiken voor de communicatie van het ontvangstbewijs, aangezien het persoonsgegevens bevat met betrekking tot het detail van de aanvraag van de gebruiker.

§ 3. De overheidsinstanties zorgen ervoor dat er een authenticatiemechanisme of een veilig online mechanisme voor elektronische handtekeningen bestaat of wordt gebruikt ten behoeve van de gebruikers.

Het gebruik van elektronische identificatieschema's kan door de overheidsinstanties worden opgelegd in het kader van online administratieve procedures, online communicatie of het invullen van formulieren.

§ 4. Wanneer een communicatie moet worden ondertekend om de in de toepasselijke wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen voorziene rechtsgevolgen teweeg te brengen, en de aard van de communicatie daar niet tegen indruist, kan aan deze vereiste worden voldaan door middel van een elektronische procedure.

Art. 12. § 1. De datum en het uur waarop een communicatie als elektronisch verzonden door een overheidsinstantie wordt beschouwd, is het tijdstip waarop het bericht het door de betrokken instelling beheerde gegevensverwerkingssysteem heeft verlaten of, indien de overheidsinstantie en de ontvanger hetzelfde gegevensverwerkingssysteem gebruiken, het tijdstip waarop de communicatie toegankelijk is voor de ontvanger.

§ 2. De datum en het uur waarop een communicatie als elektronisch ontvangen door de betrokken overheidsinstantie wordt beschouwd, is het tijdstip waarop de communicatie het door deze overheidsinstantie beheerde gegevensverwerkingssysteem heeft bereikt.

HOOFDSTUK III. — *Inclusief Brussel*

Art. 13. § 1. De overheidsinstanties verzekeren de inclusiviteit van elke gebruiker door minstens de volgende maatregelen te nemen:

- 1° ondersteuning bij de uitvoering van alle administratieve procedures en bij elke communicatie;
- 2° de invoering of het behoud van een alternatief voor elke administratieve procedure of online communicatie.

Overheidsinstanties bieden gebruikers minstens een fysieke onthaalruimte, een telefoondienst en een contactpunt per post. Er kunnen alternatieve maatregelen worden genomen zolang overheidsinstanties de betrokken gebruiker een dienstverleningsniveau garanderen dat ten minste gelijkwaardig is aan de bovengenoemde maatregelen.

De overheidsinstanties garanderen de gebruikers een adequate toegang tot de diensten die zij aanbieden en openingsuren die aangepast zijn aan de opdrachten en het publiek.

Zij zorgen ervoor dat deze regelingen bekend worden gemaakt.

De overheidsinstantie mag ervan afzien de onder paragraaf 1, eerste lid, 2°, bedoelde verplichting toe te passen op administratieve procedures die in een professioneel kader ondernomen worden.

§ 2. De overheidsinstanties garanderen de toegankelijkheid van elke gebruiker door minstens de volgende maatregelen te nemen:

- 1° het gebruik van technologische oplossingen die elke administratieve procedure en elke online communicatie toegankelijk maken voor personen met een handicap;
- 2° een ondersteuning bij de uitvoering van elke administratieve procedure en elke online communicatie;
- 3° de invoering of het behoud van een alternatief voor elke administratieve procedure of online communicatie.

Overheidsinstanties bieden gebruikers minstens een fysieke onthaalruimte, een telefoondienst en een contactpunt per post. Er kunnen alternatieve maatregelen worden genomen zolang overheidsinstanties de betrokken gebruiker een dienstverleningsniveau garanderen dat ten minste gelijkwaardig is aan de bovengenoemde maatregelen.

De overheidsinstanties garanderen de gebruikers een passende toegang tot de diensten die zij aanbieden en tot openingstijden die zijn aangepast aan de opdrachten en het publiek.

Zij zorgen ervoor dat deze regelingen bekend worden gemaakt.

§ 3. De Regering, het College en het Verenigd College kunnen, via een gezamenlijk uitvoeringsbesluit, de aanvullende uitvoeringsmodaliteiten vaststellen voor de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde maatregelen.

§ 4. De betrokken overheidsinstantie legt de in paragrafen 1 en 2 bedoelde maatregelen ter advies voor aan de instantie belast met de digitale transitie.

§ 5. De instantie belast met de digitale transitie stuurt uiterlijk tien werkdagen na de ontvangst van de aanvraag van de betrokken overheidsinstantie een advies door en publiceert dat op haar website.

§ 6. In geval van een vraag tot advies over de toepassing van de in paragraaf 2 bedoelde maatregelen, stelt de instantie belast met de digitale transitie het orgaan belast met de controle op de bepalingen van de ordonnantie van 4 oktober 2018 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van de gewestelijke overheidsinstanties en de gemeenten daarvan in kennis.

§ 7. De Regering, het College en het Verenigd College kunnen respectievelijk een datum bepalen om de uitvoering van de in paragrafen 1 en 2 bedoelde maatregelen op te leggen in de bestaande regelgevingen en administratieve procedures, zonder dat deze periode de in artikel 20, eerste lid, vastgestelde periode overschrijdt.

§ 8. De overheidsinstanties zijn niet verplicht om aan de in paragrafen 1, eerste lid, en 2, eerste lid, bedoelde vereisten te voldoen wanneer deze vereisten voor de overheidsinstanties een onevenredige last tot gevolg hebben. In dit verband moet de overheidsinstantie vooraf beoordelen in hoeverre het voldoen aan de eisen, bedoeld in paragrafen 1, eerste lid, en 2, eerste lid, een onevenredige belasting vormt.

De overheidsinstanties documenteren de voorafgaande beoordeling die overeenkomstig het eerste lid is uitgevoerd.

Art. 14. De overheidsinstanties delen de door artikel 13 beoogde maatregelen mee op internet en via andere kanalen die geschikt zijn voor de doelgroep die niet vertrouwd is met de digitale wereld.

HOOFDSTUK IV. — *Unieke gegevensverzameling*

Art. 15. § 1. De overheidsinstanties verlichten de administratieve verplichtingen van de gebruikers door hen te garanderen dat de gegevens die reeds beschikbaar zijn in een authentieke bron niet opnieuw aan een overheidsinstantie moeten worden meegedeeld en streeft ernaar elektronische en papieren formulieren volledig gelijk te stellen.

§ 2. Voor de identificatie van natuurlijke personen gebruiken alle overheidsinstanties, in het kader van de uitvoering van hun wettelijke opdrachten het Rijksregisternummer dat toegekend werd in uitvoering van artikel 2, § 3 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of het identificatienummer van de Kruispuntbank dat toegekend werd in uitvoering van artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, indien het gaat om gegevens die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die niet in het Rijksregister is opgenomen.

§ 3. Voor de identificatie van rechtspersonen gebruiken alle overheidsinstanties voor de uitvoering van hun wettelijke opdrachten het ondernemingsnummer dat toegekend werd in uitvoering van artikel III.17 van het Wetboek van economisch recht.

§ 4. In het kader van de uitvoering van een wettelijke informatieverplichting gebruiken de gebruikers het Rijksregisternummer dat toegekend werd in uitvoering van artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of het identificatienummer van de Kruispuntbank dat toegekend werd in uitvoering van artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid en het ondernemingsnummer dat toegekend werd in uitvoering van artikel III.17 van het Wetboek van economisch recht.

§ 5. De gegevens die verkregen werden in toepassing van de bepalingen met betrekking tot de unieke gegevensverzameling mogen enkel door de betrokken overheidsinstanties gebruikt worden voor de uitvoering van hun wettelijke opdrachten.

De verkregen gegevens mogen niet meegedeeld worden aan onbevoegde derden.

§ 6. Naast de bepalingen voorzien in artikel 14 van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator, verzamelen de overheidsinstanties in voorkomend geval nadat ze hiertoe de noodzakelijke toelatingen hebben verkregen, de beschikbare elektronische gegevens die door de gewestelijke dienstenintegrator worden aangeboden bij deze laatste.

De overheidsinstanties verzamelen de gegevens waarover ze in uitvoering van het eerste lid beschikken, niet meer bij de betrokkene noch bij zijn gemachtigde noch bij zijn wettelijke vertegenwoordiger.

De overheidsinstanties die over een rechtstreekse toegang beschikken bij een authentieke bron, gebruiken opnieuw de gegevens die uit de bron voortkomen en mogen deze niet meer vragen aan de betrokkene noch aan zijn gemachtigde noch aan zijn wettelijke vertegenwoordiger.

§ 7. Zodra de betrokkene, zijn gemachtigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger vaststelt dat een overheid beschikt over onvolledige of onjuiste gegevens, deelt hij zo snel mogelijk de nodige correcties of aanvullingen aan de overheidsinstanties of aan de gewestelijke dienstenintegrator mee.

§ 8. De toepassing van de bepalingen van dit artikel mag in geen geval, niettegenstaande de toepassing van de regels die van kracht zijn op het vlak van verjaring en onderbreking, aanleiding geven tot het niet innen bij gebruikers van onterecht ontvangen rechten of toelagen die gebaseerd zijn op onvolledige of onjuiste gegevens of tot niet-betaling door de gebruikers van de verschuldigde bedragen die gebaseerd zijn op onvolledige of onjuiste gegevens.

HOOFDSTUK V. — *Administratieve vereenvoudiging*

Art. 16. § 1. De overheidsinstanties bedoeld in artikel 3 vragen het advies van de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging over alle ontwerpen van regelgeving waarbij een administratieve procedure ingevoerd, gewijzigd of opgeheven wordt.

§ 2. Het advies van de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging heeft betrekking op het beleid voor administratieve vereenvoudiging

§ 3. Het in paragraaf 1 vermelde advies moet niet worden opgesteld voor regelgevende ontwerpen:

1° met betrekking tot begrotingen, rekeningen, leningen en domaniale transacties;

2° houdende instemming met internationale overeenkomsten en verdragen;

3° houdende instemming met de samenwerkingsakkoorden en gezamenlijke decreten en ordonnanties waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en/of de Franse Gemeenschapscommissie partij zijn;

4° van zuiver formele aard, met inbegrip van de ontwerpen waarvoor het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet vereist is in toepassing van de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 5 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

5° die verband houden met de nationale veiligheid en de openbare orde;

6° waarvoor het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State wordt gevraagd in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, of waarvoor het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet wordt gevraagd in gevallen van met bijzondere redenen omklede hoogdringendheid, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van dezelfde wetten.

§ 4. Wanneer het verzoek om advies slaat op de bepalingen van de ordonnantie van 4 oktober 2018 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van de gewestelijke overheidsinstanties en de gemeenten, geeft de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging het in paragraaf 1 vermelde advies door aan het orgaan belast met de controle op de bepalingen van de bovenvermelde ordonnantie.

§ 5. De Regering, het College, het Verenigd College en de overheidsinstanties kunnen respectievelijk het advies inwinnen van de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging over bestaande wet- of regelgeving en over bestaande administratieve procedures.

§ 6. De instantie belast met de administratieve vereenvoudiging publiceert de adviezen aan de overheidsinstanties op haar website.

Art. 17. § 1. Alle overeenkomstig artikel 16 aangevraagde adviezen worden onverwijld langs elektronische weg aan de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging toegezonden.

§ 2. De instantie belast met de administratieve vereenvoudiging brengt haar advies uit binnen tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier aan de betrokken adviesvrager.

De in het eerste lid bedoelde termijn kan op verzoek van de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging tot twintig werkdagen worden verlengd.

Art. 18. § 1. De gebruikers melden aan de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging de overheden die de hoofdstukken I, II, III en IV van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie niet naleven.

§ 2. De instantie belast met de administratieve vereenvoudiging kan zo nodig aanbevelingen doen aan de overheidsinstantie die betrokken is bij de in paragraaf 1 bedoelde melding.

§ 3. De instantie belast met de administratieve vereenvoudiging stelt de in paragraaf 1 bedoelde gebruikers in kennis van het aan de melding gegeven gevolg.

§ 4. Wanneer de melding betrekking heeft op de bepalingen van de ordonnantie van 4 oktober 2018 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van de gewestelijke overheidsinstanties en de gemeenten, geeft de instantie belast met de administratieve vereenvoudiging de aanbevelingen door aan het orgaan belast met de controle op de bepalingen van de bovenvermelde ordonnantie.

§ 5. De Regering, het College en het Verenigd College stellen samen de in paragraaf 1 bedoelde meldingsprocedure vast.

§ 6. De instantie belast met de administratieve vereenvoudiging publiceert driemaandelijks de in paragrafen 1 tot 4 bedoelde elementen op haar internetpagina.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 19. 1° de ordonnantie van 13 februari 2014 betreffende communicatie via elektronische weg in het kader van de betrekkingen met de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° de ordonnantie van 17 juli 2020 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 20. De administratieve procedures die binnen de overheidsinstanties bestaan op de dag van inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden binnen zestig maanden na de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie volledig online beschikbaar gesteld.

Onverminderd het eerste lid kunnen de Regering, het College en het Verenigd College voor de overheidsinstanties waarvoor zij respectievelijk bevoegd zijn, een kortere overgangperiode opleggen voor de bestaande administratieve procedures die zij daartoe aanwijzen

Art. 21. De administratieve procedures die na de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden ingesteld, worden in ieder geval binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie volledig online beschikbaar gesteld.

Art. 22. Binnen de zestig maanden na de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie kunnen respectievelijk de Regering, het College en het Verenigd College bij besluit de bepalingen van het decreet en de ordonnantie die uitdrukkelijk of impliciet communicatie opleggen, aanpassen om ze in overeenstemming te brengen met de verplichtingen uit deze tekst.

De krachtens het eerste lid genomen besluiten worden opgeheven wanneer zij niet bij decreet of ordonnantie werden bekrachtigd binnen de vierentwintig maanden na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 23. De Regering, het College en het Verenigd College bepalen per besluit, voor de in artikel 3, 7°, 9°, 15° en 16°, bedoelde overheidsinstanties die onder hun respectievelijke bevoegdheden vallen, de datum van de inwerkingtreding van de bepalingen van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie.

Onverminderd het eerste lid, treden de bepalingen van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie in werking op de datum voorzien in artikel 20, eerste lid, voor de overheidsinstanties bedoeld in artikel 3, 7°, 9°, 15° en 16°.

De goedgekeurde besluiten ter uitvoering van het eerste lid vermelden de volgende elementen:

1° de bedoelde overheidsinstantie(s);

2° de datum van de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie voor elk van de overheidsinstanties vermeld met toepassing van 1°;

3° in voorkomend geval, de administratieve procedures die volledig online beschikbaar zijn, van de overheidsinstanties vermeld met toepassing van 1° die effectief onderworpen zijn aan de bepalingen van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2024.

De Minister-voorzitster van het College, bevoegd voor Gezondheidsbevordering,
Gezin, Begroting en Openbaar Ambt,
B. TRACHTE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/001632]

25 JANVIER 2024. — Arrêté 2024/44 du Collège de la Commission Communautaire française relatif à l'approbation des référentiels de validation des compétences associés au métier de "gouvernant/gouvernante d'étage" dans le cadre de l'accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Communauté française, la région wallonne et la Commission Communautaire française relatif à la validation des compétences

Le Collège,

Vu l'Accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences, l'article 9 ;

Vu le Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 29 mars 2019 portant assentiment à l'Accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences ;

Considérant l'approbation du Comité directeur du Consortium de validation des compétences rendue le 11 octobre 2023 ;

Sur proposition du membre du Collège en charge de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.